

L'artefact et son édification sociale en symbole identitaire

Le cas du Vieux-Québec, 1945-1963

Alain Roy

Volume 18, numéro 2, 1996

Transactions identitaires
Identity Transactions

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1087573ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1087573ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)
1708-0401 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roy, A. (1996). L'artefact et son édification sociale en symbole identitaire : le cas du Vieux-Québec, 1945-1963. *Ethnologies*, 18(2), 51-68.
<https://doi.org/10.7202/1087573ar>

Résumé de l'article

Le cadre bâti est un objet culturel dont la signification varie dans le temps. En effet, l'étude du processus de préservation historique dévoile un phénomène social de réappropriation et de reconstruction du sens à donner aux éléments de l'environnement construit par l'attribution d'une fonction symbolique. C'est pourquoi il est essentiel de comprendre comment la collectivité transforme l'objet en porteur de symbole. Comme le message du cadre bâti est implicite, ce processus nécessite la constitution d'une interprétation commune. Ainsi, la restitution de l'artefact dans son contexte de signification nécessite un examen de son insertion dans l'univers symbolique collectif à la fois dans le temps et socialement. À partir d'un modèle d'étude du changement culturel, nous examinerons le cas du Vieux-Québec. Entre 1945 et 1963, la société québécoise commence par reconnaître des bâtiments, puis un ensemble urbain, comme symbole du passé de la nation. Par ailleurs, la collectivité entretient une relation dialogique avec son environnement construit qu'elle remodèle au fur et à mesure de sa symbolisation. Il s'agit donc de comprendre comment un artefact devient signifiant socialement et comment il est réinterprété et réaménagé dans un système de représentation qui se modifie à travers le temps.

L'ARTEFACT ET SON ÉDIFICATION SOCIALE EN SYMBOLE IDENTITAIRE. LE CAS DU VIEUX-QUÉBEC, 1945-1963

Alain ROY

CELAT

Université Laval

Aujourd'hui, lorsque l'on veut évoquer la ville de Québec, une image s'impose rapidement, celle de son arrondissement historique. Par son caractère tangible, le Vieux-Québec marque le passage du temps et témoigne, nous semble-t-il, à jamais, d'une époque révolue. Or, son édification en lieu de mémoire nationale participe de la définition identitaire québécoise. En effet, associée à une représentation de la Nouvelle-France, la préservation du quartier résulte de la négociation au sein de la société de l'identité canadienne-française après la Seconde Guerre mondiale.

Partie de la culture matérielle, l'environnement construit de cette partie de la ville constitue une trace fondamentale du passage de l'homme dans le paysage. À partir de 1945 s'engage un processus de symbolisation qui amène la collectivité québécoise à reconnaître dans ce lieu une réification de son passé et de son identité. Au cours de cette période, certains bâtiments, puis progressivement l'ensemble du quartier vont acquérir une valeur de symbole. L'environnement construit du quartier va alors constituer un artefact par lequel la collectivité québécoise se percevra et se définira. Le partage, au sein de la société québécoise, de cette représentation symbolique se traduit dans un consensus national, en 1963, sur la préservation du quartier et sur sa prise en charge par l'État et mène à l'adoption de la loi et du décret faisant du Vieux-Québec un arrondissement historique.

L'étude du processus de symbolisation nous permet de jeter un regard neuf sur le rapport entre la culture matérielle et la société, en particulier sur l'attribution à un artefact d'une signification identitaire collectivement reconnue. En effet, l'identité, comme le mentionne Jocelyn Létourneau¹, constitue un

1. Jocelyn LÉTOURNEAU (dir.), « Présentation », *La question identitaire. Récits, parcours, enjeux*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, « Culture française d'Amérique », CEFAN, 1994.

phénomène mobile et complexe qui fait l'objet d'interactions entre différents acteurs. Devenu un enjeu, cette identité est réifiée dans une représentation matérielle à laquelle la société attribue une nouvelle signification. Comme notre recherche porte sur l'artefact et son insertion dans l'univers mental collectif en tant que représentation, nous entendons d'abord présenter un bref bilan de l'étude de l'aspect symbolique de la culture matérielle. Par la suite, nous examinerons comment le Vieux-Québec s'est constitué, entre 1945 et 1963, comme un symbole identitaire reconnu par la collectivité.

A) Culture matérielle et représentation symbolique

L'univers de la culture matérielle, produit du travail de l'homme sur la nature afin de répondre à ses divers besoins, se compose d'une myriade d'objets qui se distinguent par leurs usages, leurs matériaux, leurs formes et leurs modifications propres. Son examen, défini comme l'étude de la manifestation tangible de la culture par des artefacts², nous révèle des facettes signifiantes de l'évolution humaine dans sa totalité. De plus, comme le souligne Jacques Mathieu³, de par les multiples aspects de l'objet qui peuvent être abordés, dont, entre autres, ses caractéristiques intrinsèques (la forme, le style ou les matériaux), ses usages, son évolution ou bien les divers contextes de production ou d'utilisation, l'étude de la culture matérielle devient un carrefour d'échanges entre les disciplines.

Bien que ce domaine d'études soit encore récent⁴, de nouvelles perspectives s'ouvrent au cours des années 1980. Selon Paul-Louis Martin⁵, les travaux portant sur la culture matérielle

-
2. Nous avons retenu ici la définition proposée par BECKOW. Pour une discussion plus importante des définitions de culture matérielle et d'artefact, voir, entre autres, Steve M. BECKOW, « Culture, History and Artifact », dans Thomas J. SCHLERETH (édit.), *Material Culture Studies in America*, Nashville (Tn), American Association for State and Local History, 1982, p. 114-123; et Thomas J. SCHLERETH, « Material Culture Research and North American Social History », dans Susan M. PIERCE (édit.), *Museum Studies in Material Culture*, Leicester University Press/Smithsonian Institute, 1991, p. 11-26.
 3. Jacques MATHIEU, « L'objet et ses contextes », *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, n° 26, 1987, p. 7-18.
 4. Thomas J. SCHLERETH, *op. cit.*, p. 114-123.
 5. Paul-Louis MARTIN, « L'ethnographie au Québec », dans *Les régions culturelles*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, « Questions de culture », n° 5, 1983, p. 149-182.

au Québec se sont jusqu'alors surtout intéressés à l'inventaire et au catalogage des diverses formes d'artefacts. En ce qui a trait à l'environnement construit, il souligne que les recherches, menées surtout par des historiens de l'art et de l'architecture, ont porté davantage sur les éléments formels ou stylistiques, les inventaires et les contextes de production de même que, de façon moindre, sur les contextes d'utilisation.

Il n'en demeure pas moins que de larges pans de la culture matérielle sont encore inexplorés. En effet, au-delà des caractéristiques inhérentes à l'objet, il est nécessaire, comme le soutient Marcel Moussette, de saisir le sens global de l'artefact car « un objet n'a de sens au point de vue culturel que par la signification qui lui est donnée dans la culture où il est utilisé⁶ ». Pour lui, cette signification se compose d'une part de l'usage, un phénomène physique qui peut se décrire à partir de l'observation, et, d'autre part, de la fonction symbolique, qui ne peut être définie que par l'utilisateur. La reconnaissance de cette double réalité, d'une part physique et utilitaire et d'autre part immatérielle et symbolique, s'est traduite, au cours des dernières années, dans de nombreux travaux, en particulier dans des études théoriques⁷ en archéologie⁸, en ethnologie⁹ et en muséologie¹⁰. En histoire de

-
6. Marcel MOUSSETTE, « Sens et contresens: l'étude de la culture matérielle au Québec », *Canadian Folklore canadien*, vol. 4, nos 1-2, 1984, p. 8.
 7. Jean-Claude DUPONT, « Le sens de l'objet », dans Jacques MATHIEU (dir.), *Regards sur l'avenir. Actes de la journée du CÉLAT, 24 mars 1984*, Sainte-Foy, CÉLAT, « Rapports et mémoires de recherche », n° 5, 1984, p. 37-41; Jacques MATHIEU, *op. cit.*, et Henry GLASSIE, « Studying Material Culture Today », dans Gerald L. POCIUS (édit.), *Living in a Material World. Canadian and American Approaches to Material Culture*, St. John's (Nfld), Institute of Social and Economical Research, Memorial University Press, « Social and Economics Papers » n° 19, p. 253-266.
 8. Marcel MOUSSETTE, *Le site du Palais de l'Intendant à Québec. Genèse et structuration d'un lieu urbain*, Sillery, Septentrion, 1994, 229 p.; Manon GOYEITE, « Les objets d'éclairage de la collection Vallerand », *Mémoires vives*, n° 9, 1995, p. 17-25.
 9. Jean-Claude DUPONT, « Le sens de l'objet (exemple: le tisonnier) », dans Jacques MATHIEU (dir.), *Étude de la construction de la mémoire collective des Québécois au XX^e siècle. Approches multidisciplinaires*, Sainte-Foy, CÉLAT, « Cahiers du CELAT » n° 5, p. 169-192; Nathalie HAMEL, « "J'arrive quelque part": les traces matérielles de l'histoire personnelle », *Canadian Folklore canadien*, vol. 16, n° 2, 1994, p. 115-126.
 10. Rachel P. MAINES et James J. GLYNN, « Numinous Objects », *The Public Historian*, vol. 15, n° 1, 1993, p. 9-25.

l'architecture, cette perspective a suscité une réinterprétation des divers sites et projets relatifs au patrimoine architectural¹¹.

L'attrait de l'histoire pour la culture matérielle est plus récent: en fait, il date d'une vingtaine d'années alors que l'essor de l'histoire sociale suscite de l'intérêt pour les groupes qui n'ont laissé que peu ou pas d'écrits¹². D'autre part, plus récemment, l'étude du changement culturel a amené les historiens à porter une attention plus importante aux artefacts. C'est ainsi que Gérard Bouchard soutient que les fondements de la culture peuvent être lus et décodés à travers les objets. En effet, comme les artefacts et leur signification diffèrent d'un milieu social à l'autre et dans le temps, il soutient comme pertinent « une démarche qui les prend comme traductions et indicateurs d'une dynamique sous-jacente où l'on voudrait peut-être trouver les prémisses de la vie culturelle et collective¹³ ».

Il appert donc que les travaux récents sur la culture matérielle accordent une attention spécifique à l'aspect symbolique des artefacts. Comme l'écrit Arthur Asa Berger, « nous devons apprendre à établir la signification symbolique de tels objets, le code et les rituels qui leur sont attachés et la façon dont ils fonctionnent au sein de la culture ou de la sous-culture dans laquelle ils se trouvent¹⁴ ». Ainsi, la réinsertion de l'artefact dans son contexte de signification permet non seulement d'en saisir des aspects jusque-là négligés, mais surtout révèle des composantes importantes de la culture de la société qui s'y reconnaît. En effet, selon Steve Beckow, c'est l'attribution par la

11. Voir, entre autres, Luc NOPPEN (dir.), *Architecture, forme urbaine et identité collective*, Sillery, Septentrion, « Les nouveaux cahiers du CELAT » n° 12, 1995; Isabelle FAURE, « La conservation et la restauration du patrimoine bâti au Québec. Étude des fondements culturels et idéologiques à travers l'exemple du projet de Place Royale », thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, Université de Paris VIII, 1995, 386 p.

12. Thomas SCHLERETH, *op. cit.*, p. 114-123.

13. Gérard BOUCHARD, « Culture instituante, culture instituée: un repère pour l'étude du changement culturel », dans Gérard BOUCHARD et Serge COURVILLE (dir.), *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, « Culture française d'Amérique », CEFAN, 1993, p. 251.

14. « We must learn to assess the symbolic significance of such objects, the code and ritual connected with them and the way they function in the culture or subculture in which they found », Arthur Asa BERGER, *Reading Matter. Multidisciplinary Perspectives on Material Culture*, New Brunswick/London, Transaction Publishers, 1992, p. 44-45.

société d'une signification particulière à un artefact qui le transforme en symbole et, de ce fait, l'intègre dans la culture d'une société:

Les significations symboliques par lesquelles les hommes font l'expérience de leur univers et prennent action délibérément constituent la culture d'une époque. Quand nous étudions les artefacts, nous étudions alors ce qu'un anthropologue a appelé « la transmutation symbolique d'un objet en artefact »¹⁵.

Le rapport de la société à l'artefact devient donc déterminant pour lui restituer sa signification, car si un objet peut constituer un instrument symbolique puissant, il demeure que le message qu'il transmet n'est pas explicite¹⁶. En effet, comme le précise Daniel Miller, l'objet, de par sa présence physique concrète, semble offrir un message réel et certain, déniait ainsi sa flexibilité en tant que symbole. Il n'en demeure pas moins porteur de symbolique, bien que son pouvoir d'évocation laisse place à de multiples interprétations possibles¹⁷. Dans ce cadre, la construction d'une interprétation de l'artefact est liée à la place de l'objet dans l'intersubjectivité d'une communauté¹⁸.

La symbolisation d'un artefact se traduit, en premier lieu, par la sélection de certains objets reconnus comme signifiants. En effet, à partir de ses préoccupations et de ses perspectives, un individu, un groupe ou une collectivité détermine un certain nombre d'artefacts par lesquels il se représente symboliquement. Alors que le nombre d'objets existants est considérable, le statut attribué à certains d'entre eux devient donc une question de définition sociale. C'est ainsi, comme l'écrit Allan Radley, que si certains objets acquièrent une fonction symbolique individuelle,

15. « The symbolic meanings by which men experience their world and take purposive action constitute an era's culture. When we study artefacts, then, we are studying what one anthropologist call "the symbolic transmutation of objects into cultural artefact" ». Steve M. BECKOW, *op. cit.*, p. 149.

16. Dell UPTON, « Form and User. Style, Mode, Fashion and the Artifact », dans Gérard L. POCIUS (édit.), *op.cit.*, p. 156-169.

17. « The consistency of material presence may belie the actual variety of meanings they evoke », Daniel MILLER, *Material Culture and Mass Consumption*, Oxford/New York, Basil Blackwell, 1987, p. 158.

18. *Ibid.*, p. 106.

par exemple les souvenirs de famille ou de voyage, d'autres sont reconnus d'intérêt collectif, alors que la plus grande partie des objets ne demeurent que fonctionnels¹⁹.

Au niveau d'un groupe ou d'une collectivité, la symbolisation exige le partage du sens, une interprétation commune de l'artefact. Comme le mentionnent Gordon B. Loader et Clifford W. Zink,

l'interprétation est la détermination de la signification, des propriétés et des explications [...]. Dans la fabrication des produits culturels, les individus interprètent le monde qui les entoure. La construction d'une interprétation par l'échange avec les autres crée les symboles qui représentent leur identité culturelle²⁰.

Ce processus de symbolisation, loin d'être linéaire, se construit dans une relation dialogique entre la société et les artefacts qu'elle réifie en symbole. En effet, certains artefacts acquièrent une valeur symbolique dès leur production, comme les objets de culte par exemple. Pour d'autres, la valeur symbolique se modifie à travers l'épaisseur du temps. Par exemple, des artefacts peuvent perdre leurs sens et la société n'est alors plus en mesure de les « lire » comme tels. Cette perte de sens reflète alors les transformations de la collectivité, c'est-à-dire la disparition de l'enjeu symbolique attribué à l'objet. À l'inverse, il arrive que sa signification soit réinsérée dans la collectivité. Par exemple, par le biais du musée, la valeur symbolique d'artefacts peut de nouveau être interprétée, l'objet devenant alors témoin d'un passé objectivé²¹.

19. Allan RADLEY, « Artefacts, Memory and the Sense of the Past », dans David MIDDLETON et Derek EDWARDS (édit.), *Collective Remembering*, London/Newbury Park/New Delhi, SAGE, 1990, p. 53.

20. « Interpretation is the determination of meaning, properties and explications.[...] In the production of cultural products, individuals are interpreting the world around them and elaborating on these interpretations with others to create symbols which represent their cultural identity », Gordon B. LOADER et Clifford W. ZINK, « Preservation and Cultural Significance », dans Beth SULLERBARGER (édit.), *Historic Preservation: Forging a Discipline*, New York, Preservation Alumni, 1989, p. 42.

21. Laurier Turgeon le démontre fort bien avec l'exemple des chaudrons de cuivre. Laurier TURGEON, « Le chaudron de cuivre en Amérique: parcours historique d'un objet interculturel », *Ethnologie française*, vol. XXVI, n° 1, janvier-mars 1996, *Culture matérielle et modernité*, p. 58-73.

Or, jusqu'à récemment, l'étude de la culture matérielle s'est davantage attachée à l'examen des artefacts et de leurs contextes de production plutôt qu'aux contextes d'utilisation²². Certains travaux récents se sont penchés sur l'aval. C'est le cas, par exemple, d'Igor Kopytoff, qui examine la trajectoire des objets dans le temps²³. Il précise que la sacralisation de certains artefacts débouche sur des conflits qui, derrière des critères esthétiques, peuvent soutenir des conflits de culture, de classe et d'identité ethnique²⁴. Un artefact peut donc acquérir une nouvelle signification, différente de celle prévue à l'origine; ce nouveau sens est alors attribué par la collectivité et reconnu par le groupe. C'est ce processus que l'on observe dans le cas du patrimoine culturel. Françoise Choay distingue ainsi les monuments historiques, qui se voient attribués d'une valeur symbolique de témoignage du passé sans avoir eu à l'origine cette signification, des monuments qui sont délibérément destinés dès leur origine à signifier ce qui est considéré comme important pour une collectivité²⁵. Parallèlement à cette transmutation de l'objet en artefact, la réification de l'identité collective implique aussi que l'objet passe de la sphère privée à la vie publique, étant désormais reconnu par son caractère collectif²⁶.

L'artefact étant un construit social, il est donc nécessaire d'examiner de façon diachronique sa transformation symbolique. En effet, comme l'indique Daniel Miller, la représentation et le symbolisme ont été examinés du point de vue de l'affirmation du signifié, plutôt que dans la recherche des mécanismes par lesquels tant le signifié que le signifiant se construisent dans le cours même du processus de symbolisation²⁷. C'est dans cette perspective que Dell Upton soutient qu'une « explication adéquate de la relation de ces artefacts avec leurs utilisateurs exige [...] une

22. Daniel MILLER, *op.cit.*, p. 3; Martine SEGALEN et Christian BROMBERGER, « L'objet moderne: de la production sérielle à la diversité des usages », *Ethnologie française*, vol. XXVI, n° 1, janvier-mars 1996, *Culture matérielle et modernité*, p. 6.

23. Igor KOPYTOFF, « The Cultural Biography of Things: commoditization as process », dans Arjun APPADURAI (édit.), *The Social Life of Things: Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, p. 64-91.

24. *Ibid.*, p. 81.

25. Françoise CHOAY, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, « La couleur des idées », 1992, p. 21-22.

26. Marc GUILLAUME, *La politique du patrimoine*, Paris, Galilée, 1980, 195 p.

27. Daniel MILLER, *op.cit.*, p. 96.

compréhension du processus de symbolisation, processus fortement teinté idéologiquement²⁸ ». Et c'est particulièrement vrai pour les artefacts qui, associés à l'identité, constituent le principal moyen d'objectiver le passé: selon Daniel Miller, « alors que les objets peuvent servir à symboliser le temps, de la même manière le temps est le contexte dans lequel la symbolisation de l'objet doit être comprise²⁹ ».

Ce dialogue entre la société et l'objet-symbole est particulièrement évident dans la relation avec l'environnement construit, qui constitue d'ailleurs le symbole le plus évident de l'identité. Loin d'être fixé à jamais, l'environnement construit est réinterprété et réordonné en fonction de la signification culturelle qu'on lui reconnaît. Gordon B. Loader et Clifford W. Zink précisent à ce propos que « chaque génération réinterprète les symboles tangibles de son identité culturelle en entrant en interaction avec son environnement construit, ce qui renforce la continuité culturelle. En même temps, elle applique sa propre couche d'interprétations³⁰ ». Dans cette perspective, la préservation historique constitue une affirmation de la mémoire et de l'identité de la collectivité: opération de la communauté sur ce qu'elle considère comme signifiant dans l'environnement construit, elle nécessite une sélection qui reflète les valeurs et les préoccupations de la société qui l'effectue³¹. Ce faisant, la société intervient

28. « An adequate explanation of the relationship of these artifacts to their users requires [...] an understanding of the ideologically charged symbolic process », Dell UPTON, *op. cit.*, p. 162.

29. « Just as objects may come to symbolise time, so time is the context in which the symbolization of the object must be understood », Daniel MILLER, *op. cit.*, p. 125.

30. « Each generation reinterprets the tangible symbols of cultural identity through interacting with its built environment, it reinforces cultural continuity. At the same time, it applies its own particular layer of interpretations », G.B. LOADER et C.W. ZINK, *op. cit.*, p. 43.

31. De nombreux travaux ont porté sur cet enjeu de la mémoire collective. Mentionnons, entre autres, Michael KAMMEN, *Mystics Chords of Memory. The Transformation of Tradition in American Culture*, New York, Knopf, 1991, 864 p.; Jacques MATHIEU, « Les vernis du patrimoine », dans *Le forum québécois du patrimoine. Actes de la rencontre de Trois-Rivières*, [s.l.], Forum québécois du patrimoine, 1991, p. 5-10; David THELEN, « Memory and American History », *Journal of American History*, n° 75, 1989, p. 1117-1129; Robin WINKS, « Conservation in America: National Character as Revealed by Preservation », dans Jane Fawcett (édit.), *The Future of the Past*, London, Thames et Hudson, 1976, p. 141-146.

continuellement dans l'environnement construit pour le réordonner en fonction des valeurs et des représentations qu'elle lui attribue.

La charge symbolique attribuée à l'artefact est donc d'une importance capitale si l'on veut lui rendre toute sa signification dans un contexte culturel donné. Or, cette valeur implique un processus social au sein duquel l'objet s'édifie en symbole réifiant l'identité. C'est ce processus que nous allons maintenant examiner avec le cas du Vieux-Québec.

B) Le Vieux-Québec et son édification sociale en symbole identitaire³²

Le Vieux-Québec est aujourd'hui reconnu mondialement comme un lieu d'histoire et d'identité³³. Cette reconnaissance collective n'a toutefois pas toujours été acquise. En effet, c'est entre 1945 et 1963 que la perception collective de ce quartier historique se transforme radicalement et ce, au cours de deux phases distinctes. Si en 1945 un nombre limité d'acteurs reconnaissent à quelques immeubles une valeur symbolique, une série de débats entre 1945 et 1956 amène la collectivité québécoise à reconnaître une symbolique identitaire nationale dans certains bâtiments et nœuds urbains. Par la suite, entre 1956 et 1963, les débats vont mener à un consensus national à propos d'une nécessaire prise en charge par le gouvernement du Québec. En même temps, l'artefact porteur de symbole s'élargit à l'ensemble du quartier.

Au cours de ces quelques années, deux phénomènes se développent donc concurremment: d'une part, la reconnaissance du quartier historique comme un symbole identitaire par l'ensemble de la société québécoise et, d'autre part, la

32. Cette partie est basée sur notre mémoire de maîtrise. Le lecteur intéressé à approfondir la question pourra le consulter: Alain ROY, « Le Vieux-Québec, 1945-1963. Construction et fonctions sociales d'un lieu de mémoire nationale », mémoire de maîtrise, Sainte-Foy, Université Laval, 1995.

33. Le Vieux-Québec est aussi reconnu comme un artefact qui répond aussi à des fonctions touristiques. Celles-ci entrent cependant en interaction avec la fonction identitaire et viennent la soutenir. Comme cette question est fort complexe, nous ne l'aborderons pas dans cet article. Le lecteur intéressé pourra consulter notre mémoire de maîtrise.

transformation de l'objet symbolique de la maison particulière à un ensemble urbain³⁴. Au cours de cette édification du symbole, l'artefact est le point nodal qui favorise l'expression et l'interaction des acteurs et groupes sociaux. L'examen du rapport à l'objet permet de saisir le processus par lequel il s'insère dans la représentation identitaire québécoise. Afin de comprendre ces interactions, qui sont au cœur même des transformations de la culture³⁵, la méthodologie de l'étude du changement culturel permet d'en dégager les principales facettes³⁶. En effet, la transmutation de l'objet en symbole se construit d'abord lorsque les différents acteurs reconnaissent que sa réinsertion dans l'environnement construit en tant que trace identitaire constitue un problème posé à la collectivité. Cette reconnaissance en fait un enjeu socioculturel à même de susciter l'expression et la mobilisation des différents acteurs ou entrepreneurs culturels, comme les appelle Gilles Jeannot³⁷. Ceux-ci, qui peuvent être des individus ou des groupes, agissent directement afin de remporter le débat par la constitution d'un nouveau consensus, dans ce cas la préservation de traces identitaires. Il en résulte une dynamique complexe de conflits et de consensus au sein desquels se confrontent les valeurs et les représentations des différents intervenants. C'est dans ce processus que se constitue la symbolique de l'artefact, qui fait finalement l'objet d'un

34. Marc GRIGNON, « L'image du Vieux-Québec », *Continuité*, n° 20, été 1983, p. 14-17.

35. Yvan LAMONDE, *Territoires de la culture québécoise*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1991, 293 p.

36. Nous nous sommes inspiré du modèle proposé par Rudolph REZSOHAZY, « Aspects théoriques et méthodologiques de l'étude du changement culturel », dans Gilles PRONOVOST (dir.), *Cultures populaires et sociétés contemporaines*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1982, p. 51-61.

37. Gilles JEANNOT, « Tisser des liens patrimoniaux. Entrepreneurs culturels et attachement pour la maison rurale en Franche-Comté », *Genèses*, n° 11, 1993, p. 5-24.

consensus national sur son rôle de représentation symbolique de la nation³⁸.

Dans le cas du Vieux-Québec à cette époque, les acteurs font tous partie de l'élite intellectuelle, économique et politique de la société. Les conflits et les consensus se situent donc au sein même de cette couche, mais celle-ci a une influence prépondérante sur la construction de cette identité nationale. En même temps, l'approche par l'artefact rend possible l'observation des changements dans les valeurs culturelles exprimées. C'est ainsi que les changements, dans l'argumentaire utilisé, permettent de connaître les consensus partiels et d'inférer la diffusion, au sein de l'ensemble de la société, de la symbolisation de l'artefact — d'autres bâtiments sont élevés au rang patrimonial à partir des consensus antérieurs. En effet, la mesure du partage social d'une représentation est difficilement quantifiable et ne trouve son expression que lorsqu'un problème est posé et se transforme en enjeu.

De plus, cette approche par le biais de l'artefact permet de saisir ses mutations comme symbole. En effet, dans le cours du processus de reconnaissance symbolique, comme le démontre Yvon Lamy³⁹, l'artefact et les valeurs qu'il véhicule se transforment. Parallèlement à son insertion dans l'univers mental collectif, il passe ainsi de l'habitation particulière à un ensemble urbain. Loin d'être fixée à jamais, la réification de l'identité se modifie donc au fur et à mesure que les consensus sociaux se constituent, que la

38. De nombreux travaux portant sur la constitution de la mémoire collective et, particulièrement, de la mémoire nationale ont démontré ce processus. Mentionnons, entre autres, David MIDDLETON et Derek EDWARDS, « Introduction », dans David MIDDLETON et Derek EDWARDS (dir.), *op. cit.*, p. 1-22; John NERONE, « Professional History and Social Memory », *Communication*, vol. 11, n° 2, 1989, p. 89-104; Michael BOMMES et Patrick WRIGHT, « "Charms of Residence": The Public and the Past », dans Richard JOHNSON, Gregor McLENNAN, Bill SCHWARTZ, David SUTTON (dir.), *Making Histories*, Minneapolis, University of Minnesota Press, Centre for Contemporary Cultural Studies, 1982, p. 253-303; et Ivan KARP, « Introduction », dans Ivan KARP, Christine M. KREAMER, Steve O. LEVINE (dir.), *Museums and Communities. The Politics of Public Culture*, Washington/London, Smithsonian Institution Press, 1992, p. 1-17.

39. Yvon LAMY, « Du monument au patrimoine », *Genèses*, n° 11, mars 1993, p. 50-81. Il est à noter que, dans le cadre de cet article, nous nous attachons à considérer le processus d'insertion de l'artefact dans la symbolique identitaire. Le lecteur intéressé plus spécifiquement au problème des différentes valeurs véhiculées par l'objet peut se référer à Aloïs RIEGL, *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse*, Paris, Seuil, 1984 [1903], 125 p.

négociation de l'identité s'ancre dans un artefact. Ce double processus, insertion sociale de la symbolique de l'artefact et transformation de l'objet porteur, est particulièrement évident dans le cas du Vieux-Québec.

Avant 1945, la symbolique identitaire dans l'environnement construit, au Québec, prend surtout la forme de plaques commémoratives et de monuments destinés à signaler les grands personnages et les événements qui ont marqué le passé. De façon générale, on accorde peu d'importance à la préservation de bâtiments anciens. De fait, un large consensus social reconnaît que celle-ci relève du domaine privé, c'est-à-dire que le droit de propriété prédomine la signification identitaire collective. Par contre, quelques intellectuels, dont l'archiviste Pierre-Georges Roy, l'historien de l'art Gérard Morisset, le journaliste Georges-Henri Dagneau, l'écrivain Maurice Hébert et d'autres⁴⁰, en appellent à une action des propriétaires, membres de l'élite, pour préserver certaines traces de l'identité canadienne-française dans le cadre bâti. Pour eux, il s'agit de préserver un nombre limité de bâtiments particuliers qui évoquent les origines françaises de la province. Dans cette perspective, le Vieux-Québec fait figure de proue, même s'il est en fait un produit des XIX^e et XX^e siècles⁴¹.

40. Voir, entre autres, Commission des monuments historiques, *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Proulx, 1927; Georges-Henri DAGNEAU, « Le vieux Québec », *L'Action catholique*, 27 novembre 1943; Maurice HÉBERT, « L'habitation canadienne-française: une véritable expression de la civilisation distincte et personnelle », *Mémoires*, Société royale du Canada, section I, 1944.

41. Au sein de l'arrondissement historique actuel, la plupart des bâtiments datent des deux derniers siècles. Ainsi, à la Haute-Ville, sur près de 700 bâtiments protégés, 11% datent du XVII^e et du XVIII^e siècle, 43% de la première moitié du XIX^e siècle et les autres ont été construits depuis. Dans le secteur Basse-Ville, sur environ 300 bâtiments, seulement 10% ont été érigés avant 1800, contre 68% après 1850. De plus, de nombreux bâtiments originels sont remaniés au cours des XIX^e et XX^e siècles. Ville de Québec, *Patrimoine, politique de développement. Plan directeur d'aménagement et de développement de la ville de Québec*, Québec, 1988, p. 9; Luc NOPPEN, « Arrondissement historique du Vieux-Québec », dans Commission des biens culturels, *Les chemins de la mémoire*, Québec, Publications du Québec, p. 91.

Après la Seconde Guerre mondiale, la société québécoise connaît de profondes transformations socioculturelles qui attirent l'attention sur le problème de la définition identitaire⁴², en particulier en ce qui regarde le cadre bâti⁴³. En effet, la construction de nombreux bâtiments d'architecture moderne et la croissance phénoménale des banlieues et de l'automobile marquent rapidement et profondément le tissu urbain, dont celui de Québec⁴⁴. Dans ce contexte, de nombreux efforts vont être faits pour promouvoir l'identité traditionnelle canadienne-française. Ainsi, une partie de l'élite intellectuelle multiplie articles, volumes et conférences pour souligner l'importance d'en préserver les traits dans l'environnement construit⁴⁵.

Dans le haut lieu symbolique qu'est le Vieux-Québec, cet enjeu identitaire va se traduire par une série de débats de plus en plus nombreux, les différentes conceptions et représentations de l'identité dans l'environnement construit se confrontant avec davantage d'intensité. Au cours de la première phase, qui dure de 1945 à 1956, les plus importantes discussions concernent le projet de démolition de l'hôtel Lorraine et de la maison dite Légaré en 1948, le projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu en 1952, de

42. Au cours de la décennie qui suit, deux importantes commissions d'enquête vont y consacrer une part importante de leurs travaux: il s'agit, au niveau fédéral, de la Commission Massey et, au niveau provincial, de la Commission Tremblay. *Rapport de la commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada*. Ottawa, Imprimeur du Roi, 1951, 596 p.; *Rapport de la commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Québec, 1956, particulièrement la section « La province de Québec et le problème canadien-français » du tome II.

43. Le rapport Massey souligne que « nous devons consolider les éléments durables qui stimulent le sentiment national et rendent les gens conscients des aspects les plus nobles de la vie de la nation. Les discours "qui donnent du cœur au ventre" et les affiches flamboyantes n'y sauraient suffire ». *Rapport de la commission d'enquête sur l'avancement...*, *op.cit.*, p. 321.

44. En 1956, Paul Simard, le directeur du personnel de la ville de Québec, écrit: « Le monde des affaires, le monde de l'industrie, les citoyens eux-mêmes, directement et indirectement, continuent, et continueront encore, à exiger des autorités qu'elles suivent le progrès, qu'elles se plient à ses exigences. » Paul SIMARD, « L'entreprise municipale et ceux qu'elle emploie », *Concorde*, vol. VII, n^{os} 3-4, mars-avril 1956, p. 3.

45. Voir, entre autres, Gérard MORISSET, « Québec, ville sacrifiée », *Bulletin des recherches historiques*, vol. 55, n^{os} 7-8-9, juillet-août-septembre 1949, p. 131-137; et *L'architecture en Nouvelle-France*. Québec, Édition du Pélican, réédition 1980 [1949], 150 p.; Silvio DUMAS et Marcel TRUDEL, *Notre héritage historique*, Québec, Société historique de Québec, cahier d'histoire n^o 3, 1951.

nouveau le projet de l'hôtel Lorraine en 1953, la construction même du bâtiment de l'Hôtel-Dieu en 1955-1956, le projet de démolition de la maison dite Montcalm en 1955-1956 et, finalement, le projet de « restauration » de l'hôtel Chevalier en 1955-1956.

Au cœur de cette série de confrontations, l'affirmation symbolique de l'identité par la préservation d'artefacts va susciter une adhésion de plus en large. Au départ, certains groupes comme la Société historique, la Société des architectes du district de Québec et d'autres prennent position en faveur de la préservation de certains bâtiments, sans toutefois que cela ne fasse consensus. Par exemple, la chambre de commerce, qui est intéressée par la croissance des revenus touristiques, apporte son soutien aux projets d'hôtels. En son sein même, de nombreux hommes d'affaires soutiennent davantage l'affirmation d'une image de modernité et de progrès dans le quartier historique⁴⁶. Cependant, au fur et à mesure que le débat évolue, la chambre adopte de nouvelles positions et finit par exiger, en 1956, la préservation du quartier⁴⁷. L'élargissement de la reconnaissance sociale de la symbolique identitaire de l'artefact se traduit par un accroissement du nombre des acteurs intéressés — par exemple, un premier groupe *ad hoc* est formé, lors de la discussion sur le projet de l'Hôtel-Dieu en 1952, pour faire circuler une pétition — de même que par une concertation, à partir de 1955, entre les divers intervenants intéressés par la préservation du quartier.

Cette suite de débats va ainsi permettre la constitution d'un nouveau consensus social sur la valeur symbolique de l'artefact en 1956. On reconnaît alors au Vieux-Québec un statut de symbole national et, plus particulièrement, de certaines habitations qui correspondent à l'identité que l'on veut mettre en valeur. La Commission des monuments historiques, liée jusqu'alors par la prépondérance accordée au droit de propriété⁴⁸, se voit dotée de pouvoirs plus importants. En effet, une nouvelle loi, votée à l'unanimité en 1956, lui permet d'exproprier les propriétaires de

46. Entrevue de Pierre TALBOT, ancien secrétaire de la Chambre de commerce de Québec, 17 septembre 1993.

47. Chambre de commerce de Québec, « Mémoire à la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques », Québec, juillet 1956, 141 p.

48. La loi des monuments historiques, votée en 1922, lui accordait le pouvoir de classer des bâtiments historiques comme monuments historiques, mais conditionnellement à l'autorisation des propriétaires. La refonte de la Commission, en 1952, n'avait pas modifié ce pouvoir.

certaines bâtiments considérés comme monument historique ou artistique⁴⁹; quant au classement, il reste assujéti à l'obtention de l'autorisation des propriétaires. Cette loi, qui permet à l'État de préserver certaines habitations considérées comme représentatives de l'identité canadienne-française, consacre la symbolisation de certains éléments du cadre bâti. Du champ privé, les symboles dans l'environnement construit passent partiellement dans le champ public.

L'artefact visé est alors une habitation qui rappelle, par ses caractéristiques architecturales, la période de la Nouvelle-France. Cette reconnaissance se traduit, par exemple, dans un inventaire réalisé en 1956-1957 par la Société historique de Québec pour la Commission d'urbanisme de la ville de Québec. Alors qu'un mémoire soumis à cette Commission en 1929 suggérait la préservation de seulement quatre habitations, l'inventaire répertorie maintenant 374 habitations dignes d'être conservées à partir de certaines caractéristiques architecturales⁵⁰.

Par ailleurs, l'objet porteur d'identité n'est plus seulement un bâtiment: on réfère ainsi davantage aux pâtés de maisons. Bien entendu, cet intérêt apparaît auparavant car, dès 1952, le projet d'agrandissement de l'Hôtel-Dieu implique la démolition de nombreuses habitations. À ce moment, la démolition des habitations de la rue Charlevoix rencontre peu d'opposition, car ces dernières, ayant été érigées après 1850, correspondent peu à l'image que l'on perçoit du quartier. Par contre, la rue Couillard suscite un intérêt certain compte tenu de son image « française », même si en fait une seule habitation date du XVIII^e siècle. L'érection de l'aile principale de l'Hôtel-Dieu, en 1955-1956, par son caractère résolument moderne et par sa structure imposante, va cristalliser l'opposition⁵¹. L'intention de préserver un caractère d'ensemble

49. *Loi modifiant la loi des monuments et sites historiques et artistiques*, chap. 51, 4-5, Elizabeth II.

50. Colonel William WOOD, « Mémoire sur les vieilles maisons », 6 mai 1929, Archives de la ville de Québec, QP1-4, 202-002; Société historique de Québec, « Inventaire provisoire des sites historiques, ouvrages militaires anciens, édifices religieux et conventuels et maisons de particuliers ayant une valeur historique ou esthétique dans la ville de Québec », Québec, 1956. 92 p.

51. Un éditorialiste notera, quelques années plus tard, que l'érection de ce bâtiment a suscité une unanimité après coup « pour déplorer les balafres qui déparent à jamais l'un des plus beaux panoramas du monde ». Charles Pelletier, « Une ville et son péché », *L'Action catholique*, 14 avril 1959.

homogène au quartier et, plus particulièrement, à certains nœuds urbains va alors apparaître comme une composante majeure de la symbolisation du quartier⁵².

Au cours de la seconde période, qui s'étend de 1956 à 1963, la symbolisation connaît un double élargissement: pendant que la reconnaissance de sa symbolique identitaire se diffuse socialement, l'objet porteur d'identité connaît une mutation et s'étend spatialement à l'ensemble du quartier. Encore là, les diverses perceptions de l'artefact et de la place symbolique qu'il occupe dans le cadre urbain vont s'affronter lors de projets spécifiques plus importants, comme le stationnement du Château Frontenac en 1957, l'agrandissement de l'Hôtel-Dieu en 1959, l'érection de l'édifice Chauveau en 1962 et finalement les nombreux projets de stationnements de 1963.

Dans cette suite de confrontations, les nombreux acteurs qui veulent faire du quartier un lieu reconnu symboliquement vont élargir leur base sociale, donnant ainsi à l'artefact une valeur symbolique plus importante. Cette reconnaissance sociale de l'importance symbolique de l'artefact va se concrétiser dans une intense vie associative. En premier lieu, les acteurs déjà présents, qu'il s'agisse de la Société historique, de la chambre de commerce, des associations professionnelles des architectes et des urbanistes, ou qu'il s'agisse d'individus, dont l'historien de l'art Gérard Morisset, l'abbé historien Honorius Provost, l'urbaniste Jean Cimon ou d'autres encore, vont être davantage actifs. C'est ainsi que les rencontres entre les associations intéressées par la préservation du quartier se multiplient et que la collaboration avec la Commission des monuments historiques et la Commission d'urbanisme s'intensifie. L'intérêt collectif pour la préservation du quartier s'élargit aussi à divers clubs sociaux qui reçoivent des conférenciers. De plus, de nouvelles associations vouées spécifiquement à la préservation du quartier se forment⁵³. Cette

52. L'inventaire de la Société historique note ainsi une dizaine de nœuds urbains, pâtés de maisons ou rues qui méritent d'être préservés pour leur cachet. *Op. cit.*

53. Mentionnons, entre autres, la Société de conservation du Vieux-Québec, le Comité pour la conservation des monuments et sites historiques, la Corporation des Vieux-Quais de la Basse-Ville.

intense activité sociale marque ainsi une reconnaissance significative de la valeur symbolique de l'artefact, celui-ci étant alors considéré comme une réification identitaire. Les débats qui surviennent permettent alors de mobiliser les acteurs, diffuser leurs préoccupations, élargir le soutien à la symbolisation du quartier pour finalement obtenir, en 1963, un consensus sur la préservation du quartier par l'État.

Par ailleurs, en même temps que l'on reconnaît une valeur symbolique à ces bâtiments, de plus en plus d'acteurs interagissent avec l'environnement construit. Il n'est plus seulement question de préserver ces traces identitaires, mais de les restaurer. Ainsi, tant la Commission des monuments historiques, la chambre de commerce ou des particuliers redonnent à des habitations, puis à des pâtés de maisons, ce que l'on conçoit comme leur cachet d'origine. Les restaurations et les interventions gouvernementales, tant fédérales que provinciales, se multiplient. En 1960, on envisage même une refonte complète du paysage urbain du Vieux-Québec dans son ensemble afin de le rendre conforme à la représentation que l'on se fait du passé et de l'identité que l'on veut y affirmer. Ces projets comprennent la démolition d'habitations considérées comme non conformes à l'image française de même que la reconstruction d'habitations et de nœuds urbains, en commençant par la place Royale. Dès 1963, l'ambitieux projet de reconstruire l'ensemble du quartier est reporté à plus tard pendant que le gouvernement va se concentrer, au cours des années qui suivent, sur la refonte complète du secteur de la place Royale.

Dans ce processus d'interventions et de débats, la perception de l'artefact symbolique se transforme. En 1960, à la suite des débats précédents, les divers organismes intéressés soulignent que ce sont des habitations et des nœuds urbains correspondant à l'image française de Québec qui doivent être préservés et restaurés⁵⁴. Cependant, le débat sur l'édifice

54. Participent à cette rencontre la Commission des monuments historiques, la Commission d'urbanisme, la Chambre de commerce, le Comité des œuvres historiques et artistiques de l'Association des architectes de la province de Québec, la Société des architectes du district de Québec, la Société historique de Québec, la Société de conservation du Vieux-Québec et d'autres. • *Projet de mémoire* • [9 janvier 1960], Archives de la ville de Québec, fonds Commission d'urbanisme, dossier M3-3A/530-17.

Chauveau, en 1962, qui porte sur le problème de l'intégration de bâtiments modernes dans un tissu urbain ancien, et le débat sur les nombreux projets de stationnements, en 1963, qui démontrent la nécessité d'une planification d'ensemble, vont permettre la constitution d'un nouveau consensus sur le besoin d'une protection de l'ensemble du quartier, ce dont convient le maire Wilfrid Hamel en mai 1963. Ce consensus se concrétise par une loi votée à l'unanimité en juin 1963 qui permet à l'État de prendre sous sa protection les arrondissements historiques⁵⁵. Quelques mois plus tard, un décret confirme le statut du Vieux-Québec à titre d'arrondissement historique reconnu et protégé par l'État. La symbolique identitaire attribuée à un ensemble urbain en fait un cadre de référence commun qui définit la société dans laquelle vivent les Québécois.

La question qui nous préoccupait au départ était de savoir comment, dans un processus dynamique, une collectivité est amenée à reconnaître et construire un artefact comme élément de son identité. En effet, l'artefact, tout comme un kaléidoscope, nous renvoie diverses images de la collectivité qui le produit, l'utilise et s'y reconnaît. Or, comme nous l'avons démontré avec le cas du Vieux-Québec, le sens attribué à un objet varie dans le temps et cette variation est reliée à l'enjeu symbolique qu'il représente. Comme cet enjeu fait l'objet de conflits et de consensus, c'est dans ce processus même que le sens attribué à l'objet est reconnu par la société, et diffusé. En même temps, le porteur de symbole est réordonné et transformé en fonction des valeurs et représentations de la société qui s'y reconnaît.

Cette analyse nous permet donc d'affirmer que l'étude d'un artefact doit tenir compte de son contexte de signification, construit à la fois social, dans la mesure où un groupe ou une collectivité s'y reconnaît, et à la fois temporel, car la reconnaissance du sens attribué se développe dans la durée. Une telle approche semble prometteuse, non seulement pour les scientifiques intéressés à l'artefact comme tel, mais aussi pour les historiens qui cherchent à comprendre les fondements et la construction d'une culture. En ce sens, l'étude de la culture matérielle permet de jeter des ponts entre les diverses disciplines et d'enrichir la démarche scientifique tant des archéologues, des ethnologues, des historiens de l'art et de l'architecture que des historiens.

55. *Loi des monuments historiques*, chap. 22, 11-12 Elizabeth II.